

RAPPORT D'ACTIVITE 2019

Conférence de presse
3 mars 2020



2019
RAPPORT D'ACTIVITE

Composition de l'autorité

- M. Stéphane Werly, Préposé cantonal à 80%, en fonction depuis le 1^{er} janvier 2014;
- Mme Joséphine Boillat, Préposée adjointe à 70%, en fonction depuis le 1^{er} décembre 2017;
(tous deux réélus le 22 mars 2018 pour un mandat au 30 novembre 2023)
- Mme Estelle Dugast, assistante à 80%.
- Le rapport d'activité 2019 a été établi en janvier 2020. Il s'agit du sixième rapport de l'autorité.

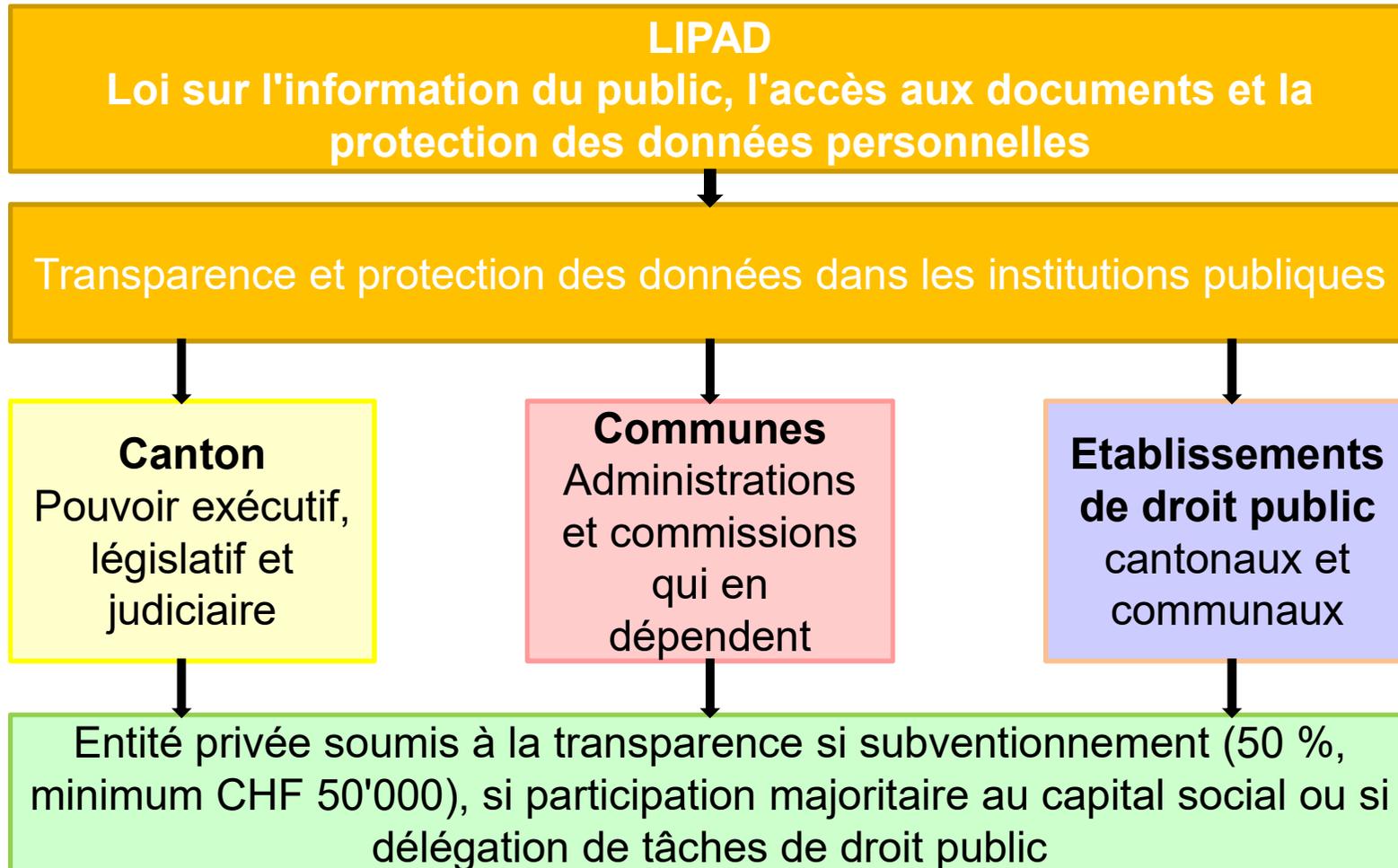
L'article 56 LIPAD confie notamment à l'autorité les tâches suivantes :

- Établir et tenir à jour la **liste des entités publiques** soumises à la loi et des responsables désignés;
- En matière d'accès aux documents, **répondre aux requêtes de médiation** et, le cas échéant, **formuler des recommandations** à l'attention des institutions lorsque la médiation n'a pas abouti (transparence);
- **Rendre des préavis et faire des recommandations** aux institutions publiques sur toute question relative à la protection des données;
- Répondre à toute **consultation concernant un projet législatif ou réglementaire** ayant un impact en matière de transparence et de protection des données;

- **Conseiller** sur des mesures d'organisation ou des procédures;
- **Recenser les fichiers** contenant des données personnelles traitées par les institutions publiques cantonales, communales et intercommunales dans un catalogue et le mettre à jour régulièrement;
- Assister, conseiller, prendre position, **informer et sensibiliser dans le domaine de la protection des données** afin d'assurer une protection contre tout traitement illicite;
- **Centraliser les normes et directives** édictées par les institutions;
- Recourir auprès du tribunal compétent à l'encontre de décisions prises par une institution en matière de protection des données personnelles si elle est d'avis que les prescriptions légales ont été violées;

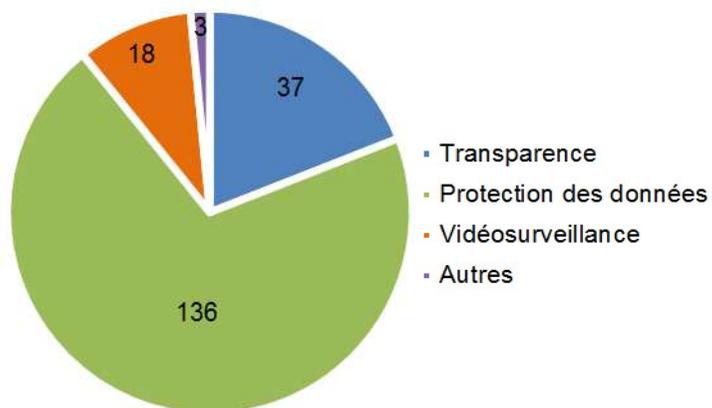
- Recueillir les avis relatifs aux réunions organisées à **huis clos** par les autorités et institutions cantonales ou communales;
- Tenir un **registre des directives du pouvoir judiciaire** concernant les mesures de publication et de protection des intérêts des personnes;
- Veiller à une bonne **coordination avec l'archiviste d'Etat**;
- Participer aux séances de la **Commission consultative** en matière de protection des données, de transparence et d'archives publiques (CCPDTA), avec voix consultative;
- Établir un rapport annuel d'activité.

La LIPAD

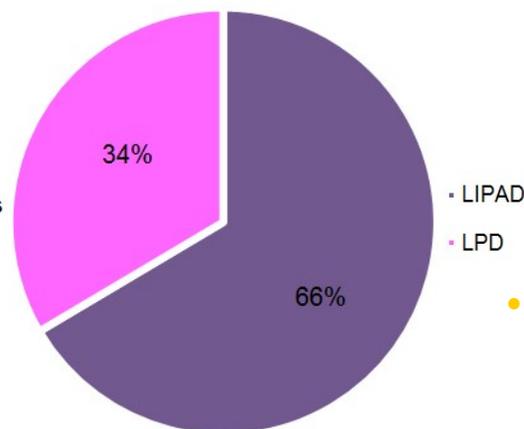


Le rapport d'activité 2019 en un clin d'œil

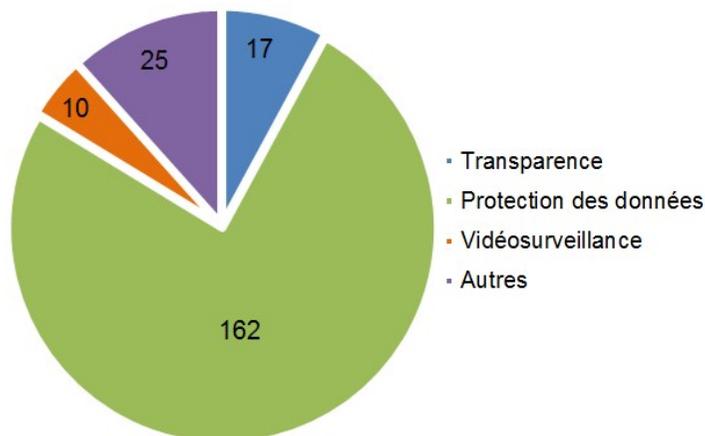
CONSEILS AUX PARTICULIERS
(194) SELON LE TYPE



CONSEILS AUX PARTICULIERS
(194) SELON LA LOI



CONSEILS AUX INSTITUTIONS
(214) SELON LE TYPE

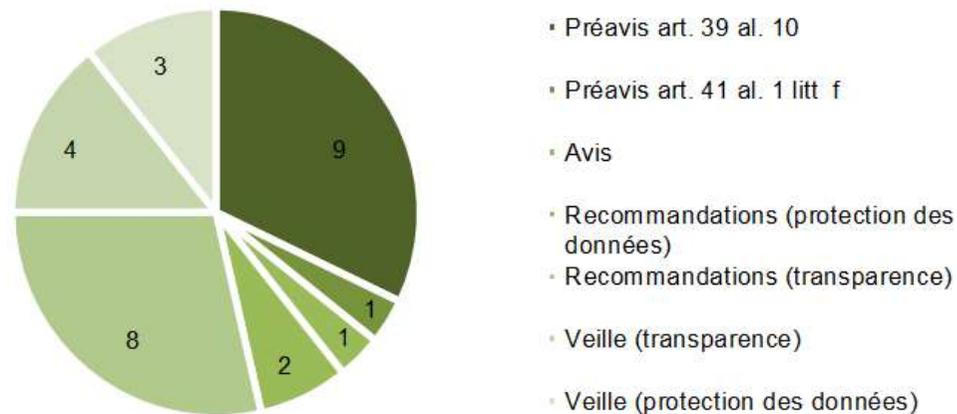


- Les Préposés ont répondu à 194 demandes de particuliers, par courrier, mail, téléphone ou sur rendez-vous (188 en 2018)
- En sus des avis, préavis et recommandations, les Préposés ont répondu à 214 demandes d'institutions, par courrier, mail, téléphone ou sur rendez-vous (222 en 2018)

| Préavis, avis, recommandations et veilles

- La liste des préavis, avis, recommandations et veilles est détaillée dans le rapport annuel d'activité 2019

PRÉAVIS, AVIS, RECOMMANDATIONS
ET VEILLES
(28)



| En matière de "Protection des données"

- Les Préposés ont continué de noter combien les questions qui se posent sont complexes, nombreuses et variées.
- L'entrée en vigueur du RGPD et son potentiel impact pour les institutions publiques genevoises, l'intégration des modifications législatives à venir au niveau international et fédéral (Convention 108+/LPD) et leur mise en pratique, ou les nombreuses avancées technologiques (vidéosurveillance, dashcams, solutions cloud etc.) constituent autant de préoccupations chez les citoyennes et citoyens, comme pour les entités publiques.

- Les projets qui leur sont soumis pour préavis, avis ou recommandations, sont généralement adressés au responsable LIPAD de l'institution concernée pour analyse préalable.
- Une fois de plus, les Préposés déplorent le délai souvent très court mis à leur disposition par les institutions publiques pour traiter de questions juridiques fréquemment peu aisées.
- En revanche, il semble dorénavant que ces dernières aient pris le réflexe de les consulter systématiquement lorsqu'un projet de loi ou de règlement touche la protection des données ou la transparence.

- Les Préposés ont identifié un problème général s'agissant des bases légales relatives au traitement de données personnelles sensibles dans certains domaines (santé, examens médicaux, tests à l'embauche, profils de personnalités, etc.). Les institutions sont rendues attentives à la nécessité d'adopter des bases légales formelles. Ce travail continuera en 2020.
- Concernant le catalogue des fichiers, toutes les institutions publiques figurant dans le catalogue ont désormais satisfait à leur obligation de déclarer leurs fichiers de données personnelles.
- Cela étant, l'autorité devra maintenir ses efforts en la matière, afin que les institutions publiques tiennent leurs fichiers à jour.

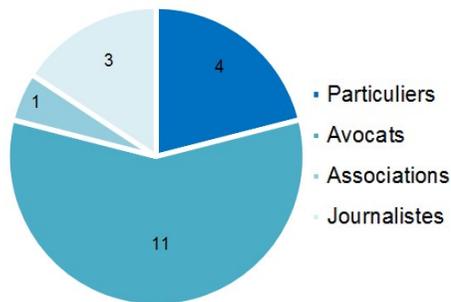
- Dans le catalogue, certaines institutions sont regroupées en une seule entité (par exemple les Hautes Ecoles). Certaines fondations nous ont communiqué ne pas être constituées à l'heure actuelle ou n'ont pas encore de fichiers de données personnelles.

	Total des autorités soumises à la LIPAD	Total des autorités ayant répondu	Total des fichiers annoncés	Total des accès accordés à ce type d'institutions
Pouvoir exécutif, législatif et judiciaire	14	14	547	859
Communes	45	45	741	45
Etablissements et corporations de droit public cantonaux	47	47*	452	45
Etablissements et corporations de droit public communaux et intercommunaux	60	60*	113	0

* A noter que certaines institutions sont regroupées en une seule entité (par exemple les Hautes Ecoles) et que des fondations nous ont communiqué qu'à l'heure actuelle, elles ne sont soit pas constituées, soit n'ont pas encore de fichiers de données personnelles. L'indication détaillée est affichée dans le catalogue des fichiers.

Domaine "Transparence"

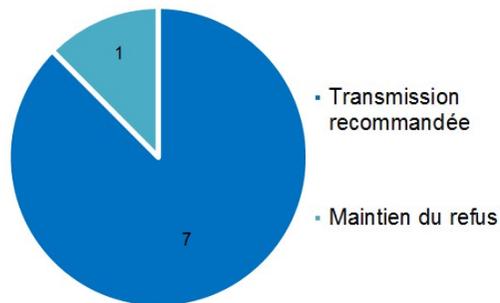
MÉDIATIONS
(19) SELON LE REQUÉRANT



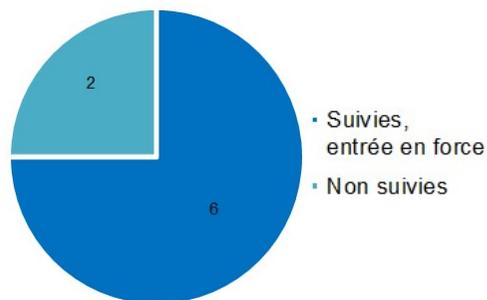
TRAITEMENT DES MÉDIATIONS



RECOMMANDATIONS SUITE AUX MÉDIATIONS
(8) SELON L'ISSUE



RECOMMANDATIONS SUITE AUX MÉDIATIONS
(8) SELON LE RÉSULTAT



- Les institutions doivent communiquer spontanément au public les informations qui l'intéressent, sauf si un intérêt prépondérant s'y oppose.
- L'information doit être donnée de manière exacte, complète, claire et rapide.
- C'est d'abord aux institutions publiques cantonales, communales et intercommunales qu'il appartient de trancher.

| En matière de "Transparence"

- Les Préposés n'ont reçu qu'une seule annonce de huis clos en 2019. Sans en empêcher le principe, la loi impose ce devoir dans le souci de faire intervenir une certaine transparence.
- En matière la transparence active, les Préposés insistent auprès des entités sur leur devoir de mettre à disposition des citoyens les documents susceptibles de favoriser la libre formation de leur opinion et leur participation à la vie publique.
- Les institutions publiques doivent toujours se poser la question de la communication spontanée, surtout à l'heure de la multiplicité et de la simplicité des canaux de diffusion de l'information.

- S'agissant de l'information sur demande, les Préposés constatent que les statistiques présentées dans le rapport – qui ne font état que des demandes n'ayant pas reçu un accueil favorable de la part des autorités – ne sont pas représentatives des requêtes effectives qui sont présentées aux institutions publiques et privées subventionnées à Genève. A cet égard, ils notent à regret que la loi ne fixe aucune obligation en la matière et que c'est à bien plaisir qu'ils en sont parfois informés. Ils réitèrent ainsi qu'il serait précieux et utile, en termes d'analyse comparative, de pouvoir disposer d'une vision précise des demandes d'accès aux documents adressées aux autorités qui se soldent par un droit d'accès accordé au requérant.

| Séminaires

19 mars 2019

- « Le PFPDT et les implications du RGPD en Suisse », Mme Catherine Lenmann
- « Les règles de protection des données applicables lors d'enquêtes internes à l'administration publique et d'autres procédures non contentieuses », Me David Raedler

11 juin 2019

- « Le cadre légal des archives à Genève et le droit à l'oubli », M. Pierre Flückiger et M. Michel José Reymond

10 octobre 2019

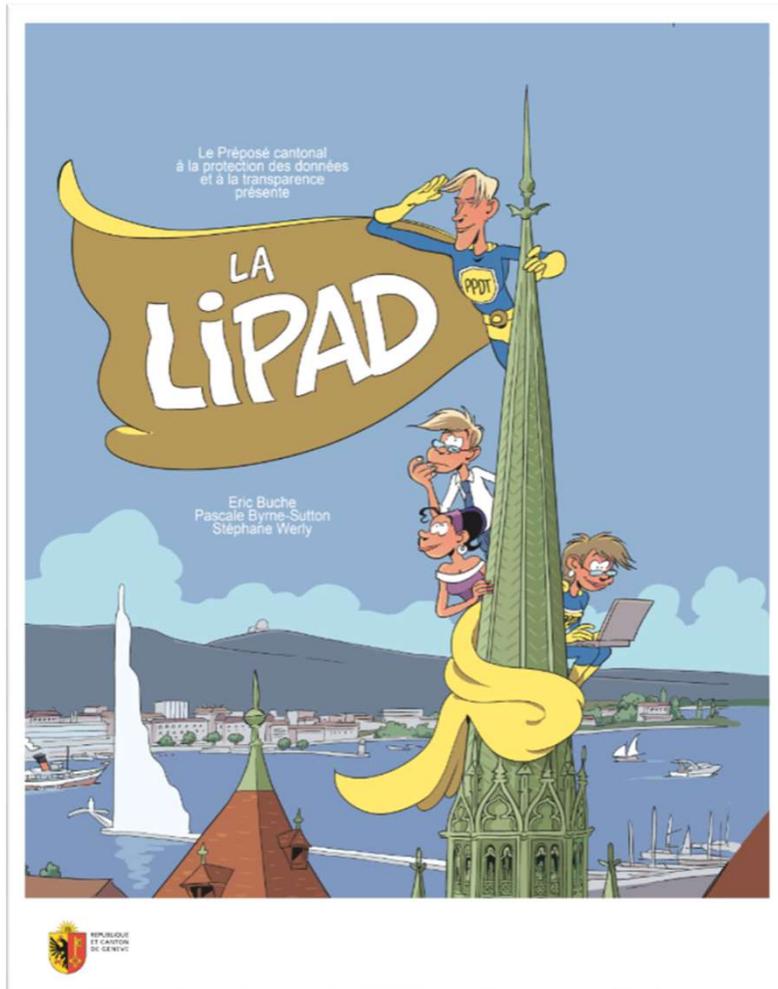
- « Dossier électronique du patient », M. Antoine Geissbuhler, Mme Solange Ghernaouti, M. Nicolas Müller et Mme Aurélie Rosemberg

| En matière de "Formation"

- En 2019, les Préposés ont en outre effectué 11 présentations à la demande de différentes institutions publiques ou privées ou sur proposition de l'autorité, comme par exemple auprès de l'Université des médias et des droits humains, des Cours interentreprises de l'Office du personnel de l'Etat, la HES, etc.

Synthèse

- La volonté qui anime cette petite autorité indépendante est toujours la même : aller à la rencontre des institutions publiques, pour réaliser avec elles une politique de transparence et de protection des données personnelles qui permette au plus grand nombre de maîtriser les principes applicables dans les deux domaines et qui change la perception malgré tout encore négative, mêlée de méfiance et d'incompréhension, que l'on peut observer.
- Les Préposés remarquent avec satisfaction que la loi est mieux connue et comprise chaque année.
- Les différents outils de sensibilisation commencent à porter leur fruit (BD LIPAD, fiche-info, brochure...).



COMMISSIONS OFFICIELLES DANS LE SECTEUR PUBLIC A GENEVE

Transparence et protection des données

FICHE INFO DU PPDT

VOTRE COMMISSION EST-ELLE SOUMISE A LA LIPAD ?

Si votre commission est rattachée à l'un des départements de l'administration cantonale, à l'une des 45 communes genevoises, à un établissement autonome ou à une fondation de droit public cantonale, communal ou intercommunal, la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD), qui vise le secteur public, lui est applicable.

Si vous avez un doute sur le statut de droit public ou de droit privé de l'entité à laquelle vous êtes rattaché, consultez la liste des institutions de droit public figurant dans le catalogue du Préposé cantonal ou <http://www.gv.ch/ppdt>.

CADRE JURIDIQUE APPLICABLE AUX COMMISSIONS

Outre les principes posés dans la LIPAD, sachez qu'il existe une loi sur les commissions officielles (LCOF, A.2.20), du 18 septembre 2009, complétée par un règlement sur les commissions officielles (RCO, A.2.20.01), du 10 mars 2010, qui visent les commissions officielles rattachées à l'administration cantonale. Le règlement liste l'ensemble des commissions officielles cantonales réparties par département à ses articles 1 à 7.

L'existence de chacune de ces commissions officielles cantonales est par ailleurs prévue par le dispositif juridique relatif au domaine d'activité en cause, lequel peut parfois instituer une réglementation qui déroge à la LCOF. La LCOF n'est pas applicable aux commissions existant dans les communes genevoises ou aux établissements de droit public cantonal, communal ou intercommunal qui sont régies par les éventuelles dispositions légales spécifiques; cela dit, la transparence ou la protection des données y sont des thèmes rarement abordés. En cas de doutes, il conviendra donc de se référer aux principes posés par la LIPAD.

METTRE EN ŒUVRE LE PRINCIPE DE TRANSPARENCE CONCERNANT LES ACTIVITES DE LA COMMISSION

La LIPAD rappelle aux institutions publiques qu'elles doivent communiquer tout ce qui est susceptible d'intéresser les citoyennes et les citoyens. Pour les commissions des conseils municipaux, il s'agit principalement d'une information destinée aux habitants de la commune (art. 22 al. 3 LIPAD). Qu'en est-il pour les autres commissions? Concrètement, cela signifie que l'existence et le rôle de votre commission, au moins, sont expliqués dans des documents accessibles au public, par exemple sur le site internet de l'entité, que vous produisez un rapport annuel d'activité qui met bien en lumière les thèmes traités durant l'année et non pas seulement le nombre de séances et le montant des émoluments versés aux membres. Souvenons-nous que la LIPAD a pour but la libre formation de l'opinion et la participation à la vie publique, il est dès lors important que le lecteur puisse se faire une bonne idée de l'action de la commission.

Quid si une personne veut participer à l'une de vos séances ou vous réclame le procès-verbal de l'une d'entre elles ?

Dans la règle, les séances des commissions ne sont pas ouvertes au public. C'est un principe qui est rappelé à plusieurs reprises tant dans la LIPAD que dans la LCOF (art. 14 LCOF, art. 9 LIPAD pour les commissions parlementaires; art. 11 pour les commissions rattachées au Conseil d'Etat, art. 13 LIPAD pour les commissions des services administratifs et les commissions non juridictionnelles rattachées au pouvoir judiciaires; art. 15 LIPAD pour les commissions d'une commune, art. 16 al. 3 LIPAD pour les commissions des Conseils municipaux; art. 17 al. 2 pour les commissions des établissements et corporations de droit public cantonaux et communaux).

Bien que la LIPAD ne le prévoie pas expressément, il en va de même pour les procès-verbaux adoptés à la suite de ces séances, les quels sont destinés à un cercle limité de personnes, en particulier aux membres de la commission (art. 16 LCOF pour les commissions officielles relevant du canton; art. 189 al. 6 LRGC - loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985, LRGC, B 1 01 - pour les commissions du Grand Conseil).

Concrètement, cela signifie que le membre d'une commission qui diffuse, spontanément ou sur demande, un procès-verbal à un tiers pourra se voir reprocher une violation du secret de fonction (art. 320 CP).

Traiter une requête d'accès aux documents ?

Il est possible qu'une demande d'accès à des documents soit adressée à votre commission par un tiers, souvent un avocat, une association ou un journaliste; par exemple à un contrat relatif à une tâche externalisée, le budget ou le détail des jetons de présence versés, des éléments d'un dossier ou même le procès-verbal d'une séance.



PPDT | PRÉPOSÉ CANTONAL À LA PROTECTION DES DONNÉES ET À LA TRANSPARENCE

Merci de votre attention

Boulevard Helvétique 27

1207 Genève

Tél. 022/546.52.40

ppdt@ge.ch

<http://www.ge.ch/ppdt>